

## **OBLIGATION D'IDENTIFICATION DES PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSEES (PPE)**

Comme tous les organismes financiers et d'assurance soumis au contrôle de l'ACPR, LA CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL DE TOULON doit identifier les clients ou bénéficiaires effectifs PPE.

☐ M.      ☐ Mme

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom(s) : \_\_\_\_\_

Date de naissance : \_\_\_\_\_

**Exercez-vous, ou avez-vous cessé d'exercer depuis moins d'un an, l'une des fonctions suivantes ?**

<b>Fonctions listées par l'article R.561-18 du code monétaire et financier</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
Chef d'état, chef du gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission Européenne ;		
Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre de l'organe dirigeant d'un parti ou groupement politique soumis aux dispositions de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 ou d'un parti ou groupement politique étranger		
Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours		
Membre d'une cour des comptes		
Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale		
Ambassadeur, chargé d'affaires		
Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée		
Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique		
Directeur, directeur adjoint, membres du conseil d'une organisation internationale créée par un traité, ou une personne qui occupe une position équivalente en son sein.		

<b>Fonctions fixées par l'Arrêté du 17 mars 2023 exercées en France</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
<u>Fonctions politiques</u> : Président de la République, Premier ministre, membre du Gouvernement, Président du Sénat, Président de l'Assemblée nationale, député, sénateur, président ou membre d'organe exécutif des partis ou groupements politiques, ou fonction équivalente à celles précitées quel que soit son titre.		
<u>Fonctions juridictionnelles</u> : Président du Conseil Constitutionnel, membre du Conseil constitutionnel, membre du Conseil d'Etat (à l'exception des conseillers d'Etat en service extraordinaire n'exerçant pas de fonctions juridictionnelles), magistrat de la Cour de comptes, membre de la Cour de cassation, ou conseiller ou avocat général à la Cour de cassation en service extraordinaire.		
Secrétaire général du Conseil constitutionnel.		
Membre du Conseil général de la Banque de France.		
Ambassadeur ou chargé d'affaires exerçant les pouvoirs d'un ambassadeur en son absence.		

Chef d'état-major des armées, chef d'état-major de l'armée de terre, chef d'état-major de la Marine ou chef d'état-major de l'armée de l'air.		
Directeur général, directeur général délégué, directeur général unique, membre du directoire, administrateur ou membre du conseil de surveillance de société anonyme, ou fonction équivalente à celles précitées quel que soit son titre, exerçant au sein d'une société ou autre personne morale dans laquelle plus de la moitié du capital social est détenue directement par l'Etat, <i>ou</i> au sein d'un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, <i>ou</i> au sein d'une société ou autre personne morale dans laquelle plus de la moitié du capital social est détenue, directement ou indirectement, séparément ou ensemble, par une des personnes morales mentionnées ci-avant, et dont le chiffre d'affaires annuel, au titre du dernier exercice clos avant la date de nomination de l'intéressé, est supérieur à 10 millions d'euros.		
Directeur général, directeur général délégué, directeur général unique, membre du directoire, administrateur, membre du conseil de surveillance de société anonyme, ou fonction équivalente à celles précitées quel que soit son titre, exerçant au sein d'une société, d'un établissement public ou d'une autre personne morale (hormis celles mentionnées dans la case précédente) dans laquelle les collectivités, leurs groupements, ou les personnes morales mentionnées dans la case précédente, ou les offices publics de l'habitat (gérant un parc comprenant plus de 2 000 logements au 31 décembre de l'année précédant celle de la nomination de l'intéressé), détiennent directement ou indirectement, plus de la moitié du capital social, ou qui est ou une société d'économie mixte, et dont le chiffre d'affaires annuel, au titre du dernier exercice clos avant la date de nomination de l'intéressé, dépasse 50 millions d'euros.		

**Une personne de votre famille ou de votre entourage exerce-t-elle les fonctions précédentes, ou a-t-elle cessé d'exercer ces fonctions depuis moins d'un an ?**

Nature du lien	OUI	NON
Le conjoint ou le concubin notoire		
Le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou pas un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère		
Les enfants, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère		
Les ascendants au premier degré		

Si vous avez répondu « OUI » à au moins une de ces questions, LA CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL DE TOULON peut être amenée à vous demander des informations et justificatifs complémentaires selon la nature et/ou les montants de l'(des)opération(s) effectuée(s).

Merci de compléter ce formulaire et de produire tout justificatif à votre agence ou le remettre directement à votre interlocuteur.

Renseigner ce formulaire est obligatoire. Les données personnelles vous concernant ainsi recueillies sont nécessaires en vue de déterminer si vous avez la qualité de personne exposée à des risques particuliers en raison de vos fonctions ou de celles occupées par un membre direct de votre famille ou un de vos associés (cf. articles L. 561-10 1°, R.561-18 et Arrêté du 17 mars 2023 fixant la liste des fonctions nationales politiquement exposées).

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le formulaire « important-traitement de vos données personnelles » qui vous a été remis, ainsi que la Charte de protection des données personnelles sur le site internet [www.credit-municipal-toulon.fr](http://www.credit-municipal-toulon.fr).

☐ Je certifie sur l'honneur que les éléments figurant sur la présente déclaration sont exacts, exhaustifs et conformes à la réalité. Je m'engage à informer LA CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL DE TOULON de tout changement de situation pouvant avoir un impact sur les réponses apportées à la présente déclaration.

Conformément à l'article 441-7 du Code Pénal, le fait de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié est puni d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 15 000 €. Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public.

Fait à\* : \_\_\_\_\_

Date\* : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Signature du déclarant\* :

\*Données obligatoires

CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL DE TOULON